

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

ARRÊTÉ
mettant en demeure
la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) Fermière de Villiers
de régulariser la situation administrative de la carrière qu'elle exploite à ARDON
et portant mesures conservatoires

La Préfète du Loiret
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-1, L.514-5, R.512-39-1, et la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à son article R.511-9 ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire à la SCEA Fermière de Villiers en date du 21 janvier 2021, lui communiquant son rapport suite à la visite effectuée le 13 janvier 2021 sur la parcelle OB n° 839 sur la commune d'ARDON, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de la SCEA Fermière de Villiers à l'inspection des installations classées du 28 janvier 2021 ;

Vu le rapport et les propositions de l'Inspection des installations classées du 15 février 2021 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prononcée à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courrier de l'exploitant du 4 mars 2021, indiquant l'absence d'observation sur le projet susvisé ;

Considérant que, lors du contrôle réalisé le 13 janvier 2021, l'inspection des installations classées a constaté qu'une partie de la parcelle cadastrée OB n°839 à ARDON a été excavée jusqu'à 5 mètres de profondeur et sur une superficie d'environ 2 750 m² ;

Considérant que l'activité susvisée est classée sous la rubrique 2510-1 « Exploitation de carrières » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et soumise à autorisation ;

Considérant que la SCEA Fermière de Villiers, dont M. Jean RENUCCI est le gérant, exploitant la carrière sise sur la parcelle cadastrée OB n° 839 à ARDON, ne détient pas l'autorisation requise ;

Considérant que par courrier du 28 janvier 2021 susvisé, la SCEA Fermière de Villiers a déclaré, notamment :

- avoir suspendu définitivement toute extraction sur la carrière ;
- avoir sécurisé les fronts de tailles ;

Considérant que la parcelle susvisée n'est pas clôturée et qu'un chemin communal de randonnée la jouxte, il convient de pérenniser la sécurisation des fronts de tailles les plus hauts qui présentent un risque de chute ;

Considérant que, suivant les termes de l'article L.171-7 du code de l'environnement, « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure. »

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La SCEA Fermière de Villiers, située 75 rue de Courcelles à Paris, dont M. Jean RENUCCI est le gérant, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de la carrière qu'elle exploite sur la commune d'ARDON au droit de la parcelle référencée OB n° 839, en cessant ses activités et en procédant à la remise en état du site prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

La remise en état doit être effective dans les 12 mois en remblayant le vide de fouille avec des matériaux inertes jusqu'au niveau du terrain naturel. Un mémoire est transmis dans le même délai pour justifier de l'achèvement de la remise en état. Il comporte une synthèse du registre prévu à l'article 2, un plan de géomètre et des photos attestant de la remise en état.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Mesures conservatoires

Afin de limiter les risques de chute depuis les fronts de tailles, la SCEA Fermière de Villiers s'assure de sécuriser de façon pérenne l'accès à la carrière par une clôture efficace, tant que celle-ci n'a pas été remise en état.

Un registre chronologique est également renseigné répertoriant les apports de matériaux pour remblayer la carrière, dans les formes prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement

Article 3

Dans le cas où les dispositions de l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai fixé au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté est notifié à la SCEA Fermière de Villiers par voie postale.

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

15 MARS 2021

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire Général



Thierry DEMARET

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de 2 mois les délais de recours contentieux.

Diffusion

- SCEA Fermière de Villiers
- M. le Maire d'ARDON
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des I.C.P.E. (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),